



SITUATION SANITAIRE DANS L'ECOLE

BLANQUER RENCONTRE LE MUR DE LA REALITE

Depuis des mois, le Ministre Blanquer et ses porte-paroles zélés refusaient obstinément d'évoquer et de préparer cette hypothèse. Ils avaient fait le choix de sacrifier la santé des personnels, des élèves et de leurs familles pour privilégier l'économie. Le gouvernement ne peut plus nier la situation sanitaire dans l'Ecole pour éviter d'avoir à prendre les mesures nécessaires. Les écoles et les établissements vont fermer en catastrophe et rien n'est prêt.

Depuis le mois de novembre, les personnels mobilisés proposaient des mesures pour maintenir les écoles et les établissements ouverts en sécurité. La seule réponse de l'administration a été de les sanctionner. Les faits sont là, les « protocoles sanitaires » étaient insuffisants. Nous demandons donc le remboursement des journées de droits de retrait injustement prélevés.

Par exemple, nous ne cessons de tirer la sonnette d'alarme sur le manque criant de remplaçant-es dans le 1er degré. En cas d'absence d'un-e enseignant-e, ses collègues se répartissent les élèves et par là même accentuant le brassage. Devant l'absence de réponse de l'Inspecteur d'Académie de l'Essonne, nous avons interpellé le Préfet sur les manquements en matière de santé et de sécurité dans les écoles et établissements.

Il est impératif de ne pas persévérer dans les mêmes erreurs et de préparer maintenant une réouverture dans des conditions sanitaires adaptées. Les tests doivent être gratuits et la vaccination doit être accessible aux personnels de l'Éducation Nationale. Un plan massif de recrutements est indispensable. Il faut des personnels des collectivités territoriales pour un nettoyage renforcé. Pour améliorer le remplacement et mettre en place des effectifs réduits, il faut faire appel aux personnels de listes d'aptitudes. Les étudiant-es sont en détresse sociale, les établissements ont des besoins, un plan de recrutement de personnels vie scolaire serait une mesure de simple bon sens.

A long terme, il faut redonner des moyens au service public. Il est nécessaire de reconstruire une vraie médecine scolaire et mettre en place une politique de santé efficace pour les personnels. Pour casser les chaînes de contamination, le jour de carence doit être définitivement abandonné. Nous demandons l'abandon du contrat en partenariat public privé entre Eiffage et le groupement hospitalier nord Essonne pour l'hôpital Paris-Saclay. La construction de cet hôpital unique à Saclay entraînerait la fermeture de ceux de Juvisy, Longjumeau et Orsay et la suppression de plus de 500 lits.

Pour l'année scolaire prochaine, afin notamment de rattraper les effets de deux années de crise sanitaire, la CGT Éducation exige un véritable plan d'urgence pour l'école.

Evry, le 01 avril 2021